
REPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté Égalité Fraternité



**PRÉFECTURE
DE LOIRE-ATLANTIQUE**

Direction des Affaires Décentralisées
et de l'Environnement
Bureau de la Protection
de l'Environnement
N° 39 ENV 97

A R R E T E

**LE PREFET DE LA REGION DES PAYS DE LA LOIRE
PREFET DE LOIRE-ATLANTIQUE**

Officier de la Légion d'Honneur

VU la Loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;

VU le Décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi précitée ;

VU le Décret modifié du 20 mai 1953 fixant la nomenclature des Installations Classées ;

VU l'Arrêté Ministériel du 13 juin 1994 modifié fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de volailles et (ou) de gibiers à plumes soumis à autorisation au titre de la protection de l'environnement ;

VU la demande en date du 5 août 1996 présentée par Monsieur DOUX Jacques en vue de régulariser la situation de son élevage de volailles de 80 000 animaux-équivalents au lieu-dit "Le Pré Clos" sur la commune de CORCOUE SUR LOGNE ;

VU l'enquête à laquelle il a été procédé sur cette demande ;

VU l'Avis du Commissaire-Enquêteur en date du 18 mars 1997 ;

VU l'Avis du Directeur des Services Vétérinaires, Inspecteur des Installations Classées, en date du 14 mai 1997 ;

VU l'Avis du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt en date du 22 janvier 1997 ;

VU l'Avis du Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours en date du 7 février 1997 ;

VU l'Avis du Chef du Service Interministériel Régional des Affaires Civiles et Economiques de Défense et de la Protection Civile en date du 10 février 1997 ;

VU l'Avis du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales en date du 4 février 1997 ;

VU l'Avis du Directeur Départemental de l'Equipeement en date du 22 janvier 1997 ;

VU l'Avis du Service Départemental de l'Inspection du Travail, de l'Emploi et de la Politique Sociale Agricoles de Loire-Atlantique en date du 13 janvier 1997 ;

VU l'Avis de la Direction Régionale de l'Environnement en date du 28 février 1997 ;

VU l'Avis de l'Institut National des Appellations d'Origine en date du 23 janvier 1997 ;

VU l'Avis du Conseil Municipal de CORCOUE SUR LOGNE en date du 11 mars 1997 ;

VU l'Avis du Conseil Municipal de LA LIMOUZINIÈRE en date du 28 janvier 1997 ;

VU l'Avis favorable du Conseil Départemental d'Hygiène dans sa séance du 5 juin 1997 ;

VU le projet d'arrêté transmis à Monsieur DOUX Jacques "Le Pré Clos" commune de CORCOUE SUR LOGNE en application de l'article 11 du Décret n° 77-1133 susvisé, en l'invitant à formuler ses observations dans un délai de

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Loire-Atlantique :

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'élevage est implanté et installé conformément aux plans joints à la demande d'autorisation au lieu-dit "Le Pré Clos", commune de CORCOUE SUR LOGNE. Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification de l'installation et son mode d'utilisation doivent être portées à la connaissance du Préfet avant leur réalisation. Cet élevage est rangé parmi les Installations Classées soumises à autorisation sous le n° 2111-1 de la nomenclature.
Une haie bocagère constituée d'espèces locales sera plantée à l'Est de l'élevage.

ARTICLE 2 : La capacité maximale de cet élevage de volailles sera de 80 000 animaux-équivalents de plus de 1 mois en présence instantanée, soit :

- trois poulaillers de 700 m², 1500 m² et 1430 m².

Les bâtiments sont situés à 90 mètres de l'habitation d'un tiers et à 15 mètres d'un plan d'eau de 400 m².

ARTICLE 3 : L'exploitation de l'élevage se fera sur litière.

ARTICLE 4 : Les murs et cloisons des bâtiments seront imperméables, maintenus en parfait état d'étanchéité sur toute la hauteur susceptible d'être souillée.

ARTICLE 5 : Approvisionnement en eau - Entretien des bâtiments et du matériel :

Au niveau de l'établissement, il y aura de l'eau sous pression en quantité suffisante. Un compteur d'eau volumétrique sera installé sur la conduite d'alimentation en eau de l'installation.

L'eau des abreuvoirs sera de l'eau potable provenant du réseau public. Le puits situé à 5 mètres des poulaillers sera supprimé avant le 31 décembre 1997.

Toutes les eaux de nettoyage nécessaires à l'entretien du bâtiment et des annexes et susceptibles de ruisseler sur les aires bétonnées sont collectées par un réseau d'égout étanche et dirigées vers une installation de stockage ou de traitement des eaux résiduaires ou des effluents.

Les eaux usées issues des locaux techniques des poulaillers seront raccordées à un système d'assainissement autonome.

Les eaux pluviales non polluées ne sont pas mélangées aux eaux résiduaires et aux effluents d'élevage et seront évacuées vers le milieu naturel.

Toutes les parties des bâtiments seront convenablement ventilées. Toutes mesures efficaces seront prises pour que le voisinage ne puisse être incommodé par les odeurs.

Toutes les parties de l'établissement, les ustensiles, les récipients et tous autres objets utilisés seront maintenus en bon état de propreté et d'entretien.

Les produits de nettoyage, de désinfection et de traitement sont stockés dans des conditions propres à éviter tout déversement accidentel dans le milieu naturel.

Les litières et les fientes seront convenablement entretenues pour éviter le dégagement d'odeurs et de poussières.

Entre chaque bande de volailles, la litière sera enlevée, le bâtiment sera nettoyé, désinfecté et un vide sanitaire sera réalisé.

ARTICLE 6 : Les bâtiments seront convenablement ventilés. Toutes les mesures efficaces sont prises pour limiter les émissions d'odeur.

ARTICLE 7 : L'exploitant lutte contre la prolifération des insectes et des rongeurs aussi souvent que nécessaire en utilisant des méthodes ou des produits autorisés. Il tient à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées les plans de dératisation et de désinsectisation où sont précisés les rythmes et les moyens d'intervention.

ARTICLE 8 : Le fumier sera stocké sur une plate forme étanche de 230 m². En cas de stockage du fumier sur le site d'épandage, il sera recouvert immédiatement d'une bâche pour éviter tout lessivage.

Son entreposage ne pourra avoir lieu à moins de 50 mètres de toute habitation, à 35 mètres des cours d'eau, 50 mètres des points d'eau utilisés pour la consommation, 5 mètres des routes et fossés.

L'épandage des fumiers à moins de 100 mètres de toute habitation ou de tout local habituellement occupé par des tiers, des stades ou des terrains de camping agréés à l'exception des terrains de camping à la ferme est suivi d'un enfouissement sous vingt quatre heures.

ARTICLE 9 : Les déjections ne subissant pas de traitement, l'épandage sera réalisé dans les conditions suivantes :

Les déjections solides de l'élevage sont soumis à une épuration naturelle par le sol et son couvert végétal.

Tout rejet direct dans les eaux superficielles et souterraines d'effluents non traités est interdit.

Les apports azotés, toutes origines confondues, organiques et minérales, sur des terres faisant l'objet d'un épandage, tiennent compte de la nature particulière des terrains et de la rotation des cultures. Ils ne peuvent en aucun cas dépasser les valeurs maximales suivantes :

- sur les prairies de graminées en place toute l'année (surface toujours en herbe, prairies temporaires en pleine production) 350 kg à l'hectare par an ;
- sur les autres cultures (sauf légumineuses) : 200 kg à l'hectare par an ;
- sur les cultures de légumineuses : aucun apport azoté.

Ils sont établis à partir d'un bilan global de fertilisation annuel et raisonné.

La quantité maximale d'azote épandu contenue dans les effluents d'élevage ne devra pas dépasser 170 kg par hectare épandable par an.

L'exploitant déclare au Préfet les modifications notables du plan d'épandage.

En aucun cas la capacité d'absorption des sols ne sera dépassée, de telle sorte que ni la stagnation prolongée sur ces sols, ni le ruissellement en dehors du champ d'épandage, ni une percolation rapide vers les nappes souterraines ne puissent se produire.

Le Département de Loire-Atlantique étant classé en zone vulnérable, définie au titre du décret n° 93-1038 du 27 août 1993, relatif à la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole, les apports d'azote organique ne peuvent en aucun cas dépasser les valeurs maximales suivantes :

- sur les prairies de graminées en place toute l'année (surface toujours en herbe, prairies temporaires en pleine production) 210 kilogrammes à l'hectare par an, jusqu'au 1er janvier 2003 et ensuite 170 kilogrammes à l'hectare par an ;
- sur les autres cultures (sauf légumineuses) : 170 kilogrammes à l'hectare par an,
- sur les cultures de légumineuses : aucun apport azoté.

L'épandage est interdit :

- à moins de 50 mètres des points de prélèvement d'eau destinés à l'alimentation des collectivités humaines ou des particuliers,
- à moins de 200 mètres des lieux de baignade et des plages,
- à moins de 500 mètres des piscicultures et des zones conchylicoles sauf dérogation liée à la topographie,
- à moins de 35 mètres des berges et des cours d'eau,
- pendant les périodes de forte pluviosité,
- pendant les périodes où le sol est gelé,
- en dehors des terres régulièrement travaillées et des prairies normalement exploitées,
- à l'aide de dispositif d'aéro-aspiration générant des brouillards fins,
- sur des terrains à forte pente.

L'épandage des effluents liquides est interdit pendant les périodes où le sol est gelé ou abondamment enneigé.

ARTICLE 10 : Un cahier d'épandage est tenu à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées et comportera les informations suivantes :

- le bilan global de fertilisation relatif à l'azote et au phosphore, réactualisé le cas échéant suivant les modifications d'assolement,
- les dates d'épandage,
- les volumes et les quantités d'azote et de phosphore épandus, toutes origines confondues,
- les parcelles réceptrices,
- la nature des cultures,
- le délai d'enfouissement,
- le traitement mis en oeuvre pour atténuer les odeurs (s'il existe).

Les enlèvements de fientes par la Société Bourgoin Tilly seront également notés sur ce

Avant le 31 décembre 1997, des analyses de sol seront réalisées sur des échantillons représentatifs du plan d'épandage à raison d'un échantillon pour 10 hectares, pour déterminer sa teneur en phosphore. Les mêmes analyses seront réalisées tous les 5 ans.

ARTICLE 11 : Les déchets de l'exploitation et notamment les emballages, seront stockés dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution ou de nuisances pour les populations avoisinantes et l'environnement. Ils seront éliminés ou recyclés conformément à la réglementation en vigueur. Tout brûlage à l'air libre des déchets est interdit.

ARTICLE 12 : Les cadavres seront stockés dans un congélateur en attendant leur ramassage par le camion d'équarrissage.

ARTICLE 13 : Le niveau sonore des bruits émis par les équipements ne devra excéder les seuils fixés par l'Arrêté Ministériel relatif au bruit des installations classées (Arrêté ministériel du 20 août 1985). Il est complété par les dispositions suivantes :

- le niveau sonore des bruits en provenance de l'élevage ne doit pas compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité. A cet effet, son émergence doit rester inférieure aux valeurs suivantes,

Pour la période allant de 6 heures à 22 heures

<i>Durée cumulée d'apparition du bruit particulier T</i>	<i>Emergence maximale admissible en dB (A)</i>
T < 20 minutes	10
20 minutes < T < 45 minutes	9
45 minutes < T < 2 heures	7
2 heures < T < 4 heures	6
T > 4 heures	5

Pour la période allant de 22 heures à 6 heures

Emergence maximale admissible : 3 dB (A) à l'exception de la période de chargement ou de déchargement des animaux.

Les niveaux de bruit sont appréciés par le niveau de pression continu équivalent Leq.

L'émergence due aux bruits engendrés par l'installation reste inférieure aux valeurs fixées ci-dessus en tout point de l'intérieur des habitations riveraines occupées par des tiers ou des locaux riverains habituellement occupés par des tiers, que les fenêtres soient ouvertes ou fermées.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention qui peuvent être utilisés à l'intérieur de l'installation sont conformes à la réglementation en vigueur.

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique gênant pour le voisinage tel que sirènes, avertisseurs ou haut-parleurs est interdit, sauf si son emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

ARTICLE 14 : Les bâtiments seront construits en matériaux au minimum "moyennement inflammables", la couverture étant en matériaux incombustibles.

Le chauffage des éleveuses devra être assuré depuis une chaufferie isolée des locaux d'élevage par des cloisons en maçonnerie et n'ayant aucune communication avec eux, sauf emploi de chauffage au radiant gaz.

Les installations électriques seront réalisées selon les prescriptions de la norme C 15.100 relatives aux locaux humides présentant des risques d'incendie et les installations au gaz sont conformes aux normes en vigueur et maintenues en bon état. Elles sont contrôlées tous les ans par un technicien compétent et les rapports de contrôle sont tenus à la disposition de l'inspecteur des Installations Classées.

ARTICLE 15 : Incendie - Moyens de secours

La défense d'incendie de l'élevage sera assurée par une réserve d'eau de 400 m³ située à 15 mètres des poulaillers et une borne d'incendie à 75 mètres.

ARTICLE 16 : En aucun cas, ni en aucune époque, ces conditions ne pourront faire obstacle à l'application des dispositions édictées par le livre II du Code du Travail et des décrets réglementaires pris en exécution du dit livre dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs, ni être opposées aux mesures qui pourraient être

ARTICLE 17 : L'autorisation faisant l'objet du présent arrêté est accordée sous réserves du droit des tiers. Elle ne dispense nullement des formalités relatives au permis de construire et cessera de produire effet si l'établissement n'a pas été ouvert dans un délai de trois ans ou s'il n'est pas exploité durant deux années consécutives.

ARTICLE 18 : Une copie du présent arrêté sera déposée en Mairie de CORCOUE SUR LOGNE et pourra y être consultée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la Mairie de CORCOUE SUR LOGNE pendant une durée minimum d'un mois.

Un procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du Maire de CORCOUE SUR LOGNE et envoyé à la Préfecture de Loire-Atlantique - Direction des Affaires Décentralisées et de l'Environnement - Bureau de la Protection de l'Environnement.

Une ampliation de cet arrêté sera transmise aux Conseils Municipaux de CORCOUE SUR LOGNE et LA LIMOUZINIÈRE.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de Monsieur DOUX Jacques dans les quotidiens "Ouest-France" et "Presse-Océan".

ARTICLE 19 : Deux copies du présent arrêté ainsi qu'un exemplaire visé des plans de l'établissement seront remis à Monsieur DOUX Jacques, qui devra toujours les avoir en sa possession et les présenter à toute réquisition. Un extrait de cet arrêté sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'établissement par les soins de cet éleveur.

ARTICLE 20 : Conformément aux dispositions de l'article 14 de la loi du 19 juillet 1976, la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de Nantes. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant et commence à courir du jour de la notification de la présente décision. Il est de quatre ans pour les tiers à compter de l'affichage de l'arrêté.

ARTICLE 21 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Loire-Atlantique, le Maire de CORCOUE SUR LOGNE et le Directeur des Services Vétérinaires de Loire-Atlantique - Inspecteur des Installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

NANTES, le 19 JUIN 1997

LE PREFET

Par le Préfet,
Le Secrétaire Général

Pour ampliation
le Chef de Bureau de la Protection de
l'Environnement


M. DELAVAL

M. DELAVAL